

## LIBYE

# Intenses combats de rue dans un quartier du port de Brega

**D'intenses combats de rue se déroulaient hier entre les rebelles libyens et les forces loyales à Mouammar Kadhafi dans un quartier du port pétrolier de Brega (est), ont annoncé les insurgés.**

«Quelques petits groupes ont réussi à pénétrer à l'intérieur (de la ville), mais nous ne contrôlons pas encore toute» la cité, a déclaré Mohammed Zawi, un porte-parole des troupes rebelles.

«Il s'agit maintenant de combats rapprochés» dans ce quartier d'habitation du nord-est de Brega, a-t-il ajouté.

Les soldats loyalistes contrôlent depuis avril ce port situé à 800 km à l'est de Tripoli et à 240 km au sud-ouest de Benghazi, la «capitale» de la rébellion.



Les combats ont fait plusieurs morts et blessés.

3 000 hommes fidèles au colonel Kadhafi sont retranchés dans le centre-ville, d'après les rebelles.

Les insurgés ont déclenché jeudi soir une offensive par le sud, le nord et l'est de Brega.

Ces combats ont fait au moins 13 morts et près de 200 blessés parmi les rebelles.

Photo: DPA

Leur progression est ralentie par des centaines de mines et la découverte samedi de tranchées défensives creusées autour de l'agglomération et remplies de produits inflammables.

Brega comprend trois zones : un quartier d'habitation dans l'est, une importante installation pétrolière dans l'ouest et la vieille ville entre les deux.

En plus d'alimenter les insurgés en hydrocarbures, le site niché à la pointe sud-est du Golfe de Syrte permettrait à la rébellion, s'il est pris en bon état, d'améliorer sa situation financière en exportant du pétrole.

Dans l'Ouest, la situation était toujours relativement calme hier, les insurgés s'attachant à consolider leurs positions après de brusques avancées quelques jours auparavant.

## IRAK

## Menaces d'insurgés chiites contre un projet de port koweïtien

**Un groupe d'insurgés chiites, accusé de s'être livré à des attaques contre les forces américaines en Irak, a menacé les entreprises travaillant à la construction d'un port koweïtien contesté par Bagdad.**

Un consortium de compagnies sud-coréennes, conduit par Hyundai, a commencé en mai la construction du port Mubarak, un chantier qui empoisonne les

relations entre les deux pays voisins car Bagdad considère qu'il lui ferme quasiment l'accès à la mer.

«Nous avertissons les compagnies travaillant à l'érection du port koweïtien qu'elles doivent cesser leur travail», a affirmé le groupe d'insurgés, Kata'ib Hezbollah.

«Le peuple irakien n'oubliera pas que le Koweït, en construisant ce port, cherche à étrangler économiquement l'Irak», dit-il sur

son site hier. Cette organisation, accusée par les Etats-Unis d'être soutenue par l'Iran, avait revendiqué le tir de roquette le 6 juin contre une base américaine à Bagdad qui avait tué six militaires américains.

Le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki a affirmé cette semaine que le Koweït n'avait jamais officiellement fait part à l'Irak de son intention de construire un port dans le Golfe.

«Ce qui est incroyable au sujet du "port Mubarak", c'est que la partie koweïtienne ne l'a jamais mentionné au cours de nos longues discussions» sur les différents thèmes restant en suspens entre les pays, a-t-il déploré, selon un communiqué de ses services. «L'Irak n'en a été informé que par le biais de tiers», s'est-il plaint.

Les travaux pour ce chantier de 1,1 milliard de dollars ont commencé en mai et doivent s'achever en 2016.

## FAMINE EN SOMALIE

## L'Onu délivre sa première aide

**L'Onu a procédé à sa première livraison cette semaine d'aide alimentaire dans une zone sous contrôle de la rébellion en Somalie où sévit une grave famine due à la sécheresse, a annoncé hier l'organisation.**

Cinq tonnes d'aide et de médicaments ont été transportées par avion le 13 juillet vers la région de Baidoa, dans le centre de la Somalie, après que la rébellion eut autorisé l'action des agences humanitaires, a indiqué Iman

Morooka, la porte-parole de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) en Somalie.

«Cela a été un succès et il s'agit d'une première étape pour fournir par voie aérienne l'aide nécessaire en Somalie. Il s'agit de la première opération de ce genre en deux ans», a souligné Iman Morooka.

Les shebab «ont donné leur accord et ont autorisé l'accès sans problème. Tout s'est bien passé», a assuré la porte-parole.

En Somalie, le gouvernement fédéral de

transition (TFG) n'a d'autorité effective que sur une partie de la capitale, Mogadiscio, et fait face à l'insurrection des islamistes radicaux shebab, qui contrôlent la majeure partie du centre et du sud de la Somalie.

L'Afrique de l'Est — la Somalie mais aussi le Kenya, l'Ethiopie et Djibouti — est frappée par une sécheresse, qui, d'après les Nations unies, est la pire depuis des décennies.

En Somalie, la situation est aggravée par 20 ans de guerre civile depuis le départ du président Mohamed Siad Barre en 1991. Et les Somaliens fuient leur pays par milliers chaque jour à destination de l'Ethiopie et du Kenya voisins.

Selon l'organisation Action contre la faim (ACF), la Somalie est désormais en état de «catastrophe humanitaire», et quelque 250 000 enfants souffrent de malnutrition sévère dans le pays. Selon l'Union africaine (UA), près de trois millions de personnes, soit un tiers de la population, y a besoin d'aide humanitaire.

## SOUDAN

## L'armée affirme maîtriser le contrôle et la sécurité du Darfour

**L'armée soudanaise a affirmé hier maîtriser le contrôle et la sécurité dans toutes les régions de la province du Darfour (ouest), au lendemain de la signature de l'accord de paix à Doha entre le gouvernement et le Mouvement pour la libération et la justice (MJL).**

«Certains groupes armés qui n'ont pas signé l'accord de Doha (Qatar) voulaient perturber cette entente, jugée crédible et importante par les Darfouris, la communauté internationale et par la médiation du Qatar», a déclaré à la presse le porte-parole des forces armées soudanaises, le colonel El-

Sourami Khaled Saad.

Ce porte-parole militaire a ajouté qu'il s'agissait «seulement de groupuscules

qui ne portent que des noms et qui n'existent pas réellement sur le terrain», précisant cependant «que les restes du MJL et les hommes de Menawi ou autres sont des

gangs armés qui procèdent rarement à des pillages et à des actes de violences dans certaines zones isolées».

«Ces groupuscules ne constituent pas une menace à la sécurité des Darfouris», a-t-il assuré.

Jeudi, le gouvernement soudanais a signé à Doha un accord de paix avec le groupe rebelle du Darfour, le MJL. Le document a été conclu entre le gouvernement du président Omar El-Bachir et le MJL, une coalition de petits mouvements rebelles, en présence du

président El-Bachir et du chef de l'Etat du Qatar l'émir Hamad ben Khalifa Al-Thani.

Mais l'accord de Doha a été boycotté par le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM), le plus militarisé des groupes rebelles du Darfour, région de l'ouest du Soudan théâtre d'un conflit armé depuis 2003.

Le porte-parole de l'armée, El-Sourami, a regretté la non-participation de ce groupe à l'accord de Doha, disant que cela «n'est pas dans son intérêt».

## BAHREÏN

## Les opposants chiites se retirent du dialogue national

Le Wefaq, principal groupe de l'opposition chiite de Bahreïn, a décidé de se retirer du dialogue national, forum censé relancer les réformes politiques, estimant qu'il n'aboutirait à rien.

«L'exécutif du Wefaq a décidé de se retirer du dialogue national et la décision doit être entérinée lundi par son organe consultatif (la Choura)», a déclaré à l'AFP Khalil Al-Marzouq, chef de la délégation du groupe à ce dialogue.

«Nous avons tenté sans succès d'en faire un dialogue sérieux», a ajouté ce

responsable du Wefaq à propos du forum visant à relancer les réformes politiques dans le petit royaume. Bahreïn a connu un mois de contestation du régime au printemps dernier, animée par les chiites majoritaires.

Selon M. Marzouq, le Wefaq a décidé en conséquence de ne pas assister à la séance du dialogue qui se tenait hier soir à Manama. Le Wefaq insiste sur une évolution vers une monarchie constitutionnelle du régime dans lequel la famille sunnite des Al-Khalifa accapare tous les postes-clés du pouvoir.